



ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN TANT QUE LEVIER DE DEVELOPPEMENT LOCAL

Mots d'ouverture

Ce séminaire a été ouvert par Monsieur GHAZI, Président de la commune d'Ammeln et Elu à la région Souss Massa Drâa ainsi que par Monsieur Abdeljalil CHERKAOUI, Président du REMESS (Réseau Marocain d'économie sociale et solidaire) en présence de :

- Monsieur Aziz AKHANNOUCH, Ministre de l'Agriculture et des Pêches Maritimes, Président de la région du Souss Massa Drâa,
- Monsieur le Gouverneur de Tiznit,
- Elus et Techniciens de la région,
- Les services extérieurs de l'Etat,
- La société civile de la région du Sous Massa Drâa.

Monsieur CHERKAOUI, a tout d'abord rappelé les objectifs de ce séminaire :

- partager avec les acteurs régionaux les expériences réussies à l'échelle internationale particulièrement celles réalisées dans les régions de l'île de France et de Nord Pas de calais. ;
- échanger avec les participants et la Fondation Slow Food représentée par son Président.

En marge de la dynamique reposant sur l'économie publique et de marché, créateur de richesses, force est de constater que plusieurs catégories de populations se sentent exclues et en difficultés par rapport aux modèles et la logique de développement choisis.

Ce décalage s'agrandit davantage devant les difficultés économiques engendrées par la mondialisation et le capitalisme aveugle qui rendent les économies du sud plus complexes et vulnérables.

L'Economie Sociale et Solidaire ,avec ses principes de solidarité et son intérêt qu'elle accorde au bien être de l'Homme, est sollicitée aujourd'hui pour apporter les réponses adaptées aux grandes questions de développement telles qu'elles sont posées dans beaucoup de pays en voie de développement.

L'ESS constitue une réelle alternative pour donner une chance aux populations exclues et défavorisées et mettre ainsi tout le monde au même rythme d'évolution et selon la capacité de chacun.

Ce type d'Economie ne peut avoir de sens que lorsque certaines valeurs sont respectées, à savoir : **la solidarité, la responsabilité sociale collective et individuelle ainsi qu'une gouvernance juste et transparente** en agissant à l'échelle territoriale et selon une démarche participative des populations concernées.

S'agissant des outils de l'ESS, se développent autour de grande famille que sont les associations les coopératives et les mutuelles.

Selon les expériences des uns et des d'autres, chaque famille donne lieu à toute une série d'organisations dérivées pour cantonner les différentes catégories de population en situation difficile notamment les personnes à besoin spécifique, les producteurs enclavés, exploités par des intermédiaires, les femmes en situation de vulnérabilité.

Aujourd'hui, le commerce équitable, alternative commerciale, si elle est bien conduite, représente une ouverture d'une extrême importance qui profite d'une manière directe aux petits producteurs et à son environnement.

Dans cette perspective, le REMESS a accepté, avec un grand plaisir, de s'associer à la région pour initier ce débat avec les acteurs locaux et les honorables Elus et responsables de la région.

Le savoir local, l'amandier, le safran, le tourisme solidaire ainsi que l'art populaire local peuvent devenir le levier de l'économie de la région et particulièrement de Tafraout.

1. Rôle d'un réseau d'économie sociale et solidaire dans la mise en oeuvre des politiques publiques

Intervention de Madame BOUCHART, Présidente du RTES (Réseau des territoires pour l'économie solidaire)

L'ESS, de par son ancrage dans les territoires, sa capacité à répondre aux besoins réels des populations, ainsi que ses valeurs et pratiques, ouvre la voie à une autre forme de développement économique plus équitable et durable : **un développement économique au service des territoires et des populations.**

En effet, l'ESS est une réelle démarche de développement durable, construite à partir de pratiques de terrain, dans laquelle des moyens économiques sont employés au service des finalités sociales et environnementales. C'est une approche de l'économie fondée sur des valeurs de **solidarité, responsabilité, autonomie, plus-value sociale, initiative citoyenne** et non uniquement sur des statuts.

La prise de conscience collective en faveur de l'économie solidaire, à savoir un secteur économique à part entière, facteur d'équilibre du territoire, créateur de richesses, d'emplois et de services à la population est récente et reste encore fragile en France.

Néanmoins, nombreux sont les élus aujourd'hui en charge de l'économie solidaire au sein des villes et des Conseils régionaux.

Le réseau RTES, présidé par Madame BOUCHART, compte à ce jour, plus de 45 collectivités territoriales (Conseils Régionaux, intercommunalités et villes), engagées dans le soutien de l'économie solidaire.

Au travers de journées de rencontres, de formations d'Elus et de Techniciens ainsi que de lettres d'information, les objectifs du RTES sont :

- promouvoir les initiatives des territoires
- défendre auprès des institutions nationales et européennes la richesse des actions menées
- favoriser le transfert de bonnes pratiques
- développer avec l'ensemble des acteurs un modèle économique créateur d'emplois.

Rôles d'une collectivité locale pour favoriser le développement de l'ESS

1) Donner une lisibilité politique à la prise en compte de l'ESS

La majorité des collectivités locales adhérentes au RTES ont un élu en charge de l'économie sociale et solidaire.

A Lille, création d'une délégation spécifique à l'ESS, intégrée au champ du développement économique : l'ESS est un axe transversal de la politique de la collectivité et peut se décliner dans chacun de ses domaines de compétences.

2) Soutenir les actions de promotion et de formation autour de l'ESS

En France, l'ESS représente environ 10% des emplois, intégrant coopératives, mutuelles et associations mais demeure mal connue.

Les collectivités les aident à se faire connaître : sur Lille, l'organisation de rencontres métropolitaines de l'ESS s'adresse une année sur deux au grand public.

Les actions de formation sont aussi d'une grande importance, conditions de développement de l'ESS :

- formation des salariés en gestion, ressources humaines, marketing pour animer des entreprises d'ESS
- formation des bénévoles assurant des responsabilités importantes car la bonne volonté ne suffit pas
- formation des jeunes sur l'économie sociale dans le cadre de leurs études.

3) Aider à la mise en réseau et à la structuration des acteurs

La structuration des filières, tourisme solidaire et services à la personne, peuvent palier à l'isolement des acteurs.

A Lille, une expérience innovante, bio cabas, a favorisé la rencontre entre une entreprise d'insertion oeuvrant dans le domaine du maraîchage biologique et le groupement d'agriculteurs biologiques. Les circuits courts sont aussi recherchés en soutenant notamment la création d'associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP).

De nombreux projets d'économie solidaire se développent dans le domaine du recyclage des déchets, des vêtements...

Un autre domaine est l'aide au déplacement de personnes notamment en milieu rural par le biais d'associations et en ville où se pose le problème de la place de la voiture : sur Lille, création d'une coopérative de véhicules partagés.

Tous ces projets, soutenus par les collectivités, représentent à la fois un intérêt écologique, social et économique en créant des emplois.

4) Soutenir financièrement les projets d'ESS

Les collectivités ont mis en place de nombreux outils de soutien à l'émergence, au démarrage et au développement des entreprises de l'ESS. La ville de Lille a participé à ce titre au financement d'une étude de faisabilité d'un projet de tourisme solidaire au Maroc.

Par ailleurs, les collectivités soutiennent le développement de l'épargne solidaire, l'orientation de l'épargne des citoyens vers des projets porteurs de sens.

En Nord-Pas de Calais, les Cigales et Autonomie de solidarité, deux outils collectant l'épargne des particuliers pour l'investir dans des entreprises solidaires, reçoivent un soutien important des collectivités locales pour les aider à se faire connaître et à se développer.

5) Aider à la sensibilisation des consommateurs et au développement du commerce équitable

A travers l'appui à des actions de sensibilisation auprès des jeunes par exemple : sur Lille, financement de deux associations sensibilisant les jeunes au commerce équitable et au tourisme solidaire.

6) Faire évoluer les critères des marchés publics

Les collectivités, au-delà des citoyens, ont un rôle à jouer sur les problématiques de commerce équitable et de consommation responsable en tant qu'acteur économique.

En France, depuis quelques années, un certain nombre de collectivités intègrent dans leurs appels d'offre des clauses sociales : un certain pourcentage du marché est par exemple réalisé par des personnes au chômage longue durée.

Aussi, quelques territoires conditionnent les aides publiques aux entreprises à des critères sociaux et environnementaux. Le taux de l'aide est plus important par exemple pour des entreprises engageant des efforts importants en matière de formation ou pour des entreprises ayant signé la charte de la diversité ou impliquées dans le développement local : actions de mécénat par exemple.

Les plans régionaux de développement de l'ESS

L'ensemble de ces actions s'inscrit le plus souvent dans le cadre de plans régionaux de développement de l'ESS, mentionnant les objectifs, les moyens d'actions ainsi que les éléments d'évaluation.

La réussite de ces plans est conditionnée par deux éléments :

1) L'association des acteurs de l'ESS à l'élaboration et au suivi des politiques publiques

Le plan Lillois a été élaboré sur la base d'un diagnostic partagé en présence de deux instances de suivi : une commission extra-municipale où les acteurs peuvent présenter leur projet, rencontrer d'autres acteurs et échanger ; un comité de pilotage, rassemblant les financeurs, les têtes de réseaux et des représentants d'acteurs locaux.

2) La mise en place initialement des modalités d'une évaluation permanente

Dans le cadre du plan Lillois, une évaluation à mi-parcours et en fin de 1ère phase ont été mises en place.

En conclusion, **l'ESS est porteuse d'innovations sociales et économiques** en mettant en valeur la coopération plutôt que la compétition, les relations directes entre producteurs et consommateurs, les innovations dans de nouvelles filières (recyclage, éco-construction, énergies renouvelables...) ; **d'innovations technologiques**.

La crise actuelle n'est pas seulement une crise financière et économique, c'est aussi une crise des valeurs et du sens.

L'ESS, qui place le sens au cœur de son projet, a un rôle fondamental à jouer dans les prochaines années.

Cela implique aussi de revoir le mode d'évaluation des richesses : le PIB est-il un instrument pertinent pour mesurer la richesse d'un pays, d'un territoire ? Qu'en est-il du bénévolat, des dégâts environnementaux ... ?

Ce qui n'a pas de prix, n'a pas de valeur ? Il y a là un chantier important à approfondir.

Pour Monsieur CHERKAOUI, modérateur, l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) doit s'inscrire dans l'ESS. Une activité génératrice de revenus est partie intégrante du capital social et humain en tenant compte du degré de vulnérabilité de certaines personnes.

2.Schéma de développement territorial en matière d'ESS et rôle de la collectivité pour appuyer l'ESS

Intervention de Madame Francine BAVAY, Vice-présidente chargée du développement social, de l'économie sociale et solidaire, de la santé et du handicap

Introduction sur l'Ile de France

La région administrative a été créée en 1976 mais existe depuis le 5ème siècle :

- 1ère région d'Europe continentale avec 11,6 millions d'habitants et 1ère région française,
- région de toutes les solidarités et de la diversité,
- creuset de l'innovation et de la recherche ,
- 1ère destination touristique mondiale,
- 1re bassin d'emploi européen
- **1ère région d'implantation de l'économie sociale et solidaire** avec 30 000 établissements ; près de 15% du nombre total des établissements en France et près de 360 000 salariés

La région Ile de France ambitionne de devenir **la 1ère éco-région d'Europe dans toutes les dimensions du développement durable : économie, social et environnement.**

Modalités de construction de la politique régionale en matière d'ESS

Depuis 2005, la région Ile de France s'est dotée d'une politique spécifique pour accompagner le développement de l'ESS. Elle est définie dans la délibération cadre pour l'ESS votée par les élus pour la définition des politiques publiques de la région.

Sur la base de **la co-construction avec les acteurs**, chambre régionale de l'ESS (CRESS), acteurs associatifs, sociaux, élus de terrain, une politique régionale en matière d'ESS a été élaborée. **Un comité de pilotage** a été constitué ayant permis d'identifier les enjeux et les champs d'intervention privilégiés.

Ces dispositifs s'articulent sur les grands objectifs suivants :

- aider à l'entrepreneuriat solidaire et collectif,
- soutenir aux filières prioritaires : éco-activités, commerce équitable, services à la personne, tourisme social et solidaire, éducation populaire, insertion par l'activité économique, soutien à l'entrepreneuriat féminin
- accompagner des projets de territoires
- appuyer la sensibilisation du grand public.

Les enjeux pour l'ESS correspondent à ceux du territoire francilien, notamment :

- la création d'activités et d'emplois
- la constitution de solidarités territoriales, terreau d'un développement soutenable
- la création d'une dynamique multi réseaux, condition d'autonomie et de responsabilité des acteurs.
- Pour atteindre ses objectifs, le Conseil régional a donc ouvert les dispositifs existants aux acteurs de l'ESS et ainsi créé des outils spécifiques pour stimuler le développement du secteur.

Les objectifs opérationnels sont :

- accompagner l'entrepreneuriat solidaire et collectif via la mobilisation de financements : subventions, avances remboursables, prêts, garanties, fonds d'investissement régional et le soutien de projets d'utilité sociale, de territoires
- sensibiliser tous les publics franciliens à un autre mode d'entreprendre et de consommer
- professionnaliser les acteurs, des fédérations et coordinations d'acteurs sur des filières prioritaires (services aux personnes et éco-activités, commerce équitable, tourisme solidaire, éducation populaire, insertion par l'activité économique)
- intégration de clauses sociales et environnementales dans les marchés publics régionaux.

Bilan quantitatif et qualitatif depuis la mise en œuvre de la politique régionale d'ESS

1) Création de l'Atelier, le centre de ressources régional de l'ESS

Les objectifs sont d'accompagner la professionnalisation des acteurs du secteur, d'orienter les porteurs de projet et d'améliorer la sensibilisation à l'ESS.

2) Quelques exemples chiffrés...

- 36 couveuses et coopératives d'activités et d'emplois, généralistes ou spécialisées, accueillant 900 porteurs de projets chaque année
- Un projet de couveuse d'activités agricoles, portée par les AMAP, association pour le maintien d'une agriculture paysanne
- CREARIF, une convention d'affaires pour faciliter la mise en relation des porteurs de projets et des financeurs
- un partenariat avec l'ADIE, association pour le droit à l'initiative économique, permet à la région de financer du micro-crédit pour des créateurs de micro-entreprises : près de 2800 créateurs soutenus depuis le début du dispositif et plus de 30% de création par des femmes

En 2009, ouverture d'un nouveau chantier : **le tourisme solidaire**...

Pour la Région Ile de France, le tourisme solidaire regroupe des formes de tourisme alternatif mettant au centre du voyage l'homme et la rencontre dans une logique de développement des territoires.

L'implication des populations locales dans les différentes phases du projet touristique, le respect de la personne, des cultures et de la nature ainsi qu'une répartition plus équitable des ressources générées sont les fondements du tourisme solidaire.

De nombreux défis sont encore à relever pour effectuer un réel changement d'échelle et développer ainsi plus largement l'ESS sur nos territoires.

Dans le cadre d'une approche plus concertée et innovante via l'ESS, il est possible de dresser les lignes de demain dans **un souci de respect de l'environnement et d'équité**.

Le Maroc, terre d'hospitalité et de culture, est au cœur de ce tourisme solidaire...

3.Stratégie en faveur des productions locales et sauvegarde de la biodiversité

Intervention de Monsieur Piero SARDO, Président de la Fondation Slow Food

Association internationale de défense de la biodiversité et des traditions locales créée il y a 23 ans, Slow Food compte aujourd'hui 100 000 membres dans 132 pays participant à la vie de 1000 conviviaux (ensembles conviviaux) et se caractérise par la force de son réseau.

Ses missions sont les suivantes :

- **défendre la biodiversité de l'offre alimentaire**
- **soutenir l'éducation du goût**
- **favoriser une nourriture bonne, propre et juste pour une qualité durable du produit**

➤ **mettre en relation les producteurs alimentaires de qualité avec les co-producteurs** par le biais de manifestations et de projets dans le monde entier.

Selon Monsieur SARDO, si on rompt la liaison entre l'agriculteur et la gastronomie, il y a danger. L'agriculture ne doit pas être dans les mains de multinationales qui achètent les pesticides et les OGM.

Il est essentiel de favoriser la production et l'économie à l'échelle locale pour garantir un bon rapport avec l'environnement ainsi qu'un revenu juste pour les petits producteurs, gardiens de la biodiversité.

Ainsi, bâtir des communautés locales fortes et efficaces implique :

- l'apprentissage auprès des consommateurs à devenir des co-producteurs
- la promotion de filières de distribution courtes.

Un consommateur n'est pas seulement une personne qui consomme mais qui veut aussi connaître : « manger est un acte agricole » disait Wendell BERRY.

Pour le Président de Slow Food, le Maroc a une richesse environnementale extraordinaire où le plaisir de travailler l'agriculture existe encore ; néanmoins, les grandes villes marocaines doivent accompagner ce mouvement et appuyer les petits producteurs agricoles à travers des marchés paysans, des groupements d'achats.

Slow food au Maroc...

Actuellement au Maroc, deux sentinelles ont vu le jour sur les filières de l'argan et du safran. Slow Food appuie des coopératives pour qu'elles assistent à des manifestations en Italie comme celle de « Terra Madre ».

Des rencontres entre communautés marocaine et italienne sont organisées sur un produit donné, séjours en agrotourisme en Italie ; mise en lien avec des experts chercheurs sur le safran et ses propriétés organoleptiques ; instauration de conviviaux au Maroc : ateliers de sensibilisation pour apprendre à manger mieux.

Eléments des Débats

Questionnement sur l'impact chiffré de l'ESS au niveau de l'INDH au Maroc. En France, l'INSEE arrive à définir l'évolution de l'ESS : + de 5 000 emplois dans l'ESS en région Nord – Pas de Calais.

A l'heure actuelle, difficile de chiffrer l'ESS sur un plan quantitatif tant qu'on ne comptera pas « autrement ».

Le Maroc a besoin de l'appui de Slow Food pour s'assurer que les produits marocains diffusés à l'étranger soient bien issus du commerce équitable.

Problématique des Marocains résidents à l'étranger afin de réinvestir leur pays d'origine : en Ile de France, construction d'une double richesse en soutenant des Français d'origine marocaine désireux de monter des projets d'ESS en partenariat avec le Maroc.

Pour certains élus de la région Souss Massa Drâa, plusieurs outils ont été mis en place afin de soutenir les porteurs de projets : tourisme solidaire, énergies renouvelables...A noter, 19 porteurs de projets à ce jour avec taux de remboursement de 99% en partenariat avec France Initiative Réseau.

4. Les potentialités et les dynamiques de la région Souss Massa Drâa en matière ESS

Projet de Pays d'accueil touristique de Tafraout

Présentation croisée : Monsieur GHAZI, Président de la commune d'Ammeln et élu de la région du Souss Massa Drâa

Madame Chantal GUYOT, consultante tourisme TER'AVENIR, missionnée par le Conseil général Isère

Dans le cadre de la coopération décentralisée entre le conseil régional de l'Isère en France et la région Souss Massa Drâa signée le 14 juin 2006, la mise en valeur touristique du Pays de Tafraout est un des axes d'intervention.

La conception du développement touristique sur Tafraout a pour objectifs de :

- proposer un développement touristique s'appuyant sur les acteurs locaux
- proposer un développement touristique durable valorisant les ressources locales
- développer une offre touristique en phase avec les attentes des clientèles régionales et internationales.

Un tourisme solidaire où l'homme est au centre du voyage, contribuant au développement local et économique ; un tourisme respectueux de l'environnement, des ressources locales, du territoire et de ses habitants.

La méthodologie de l'étude repose sur 5 phases :

- le contexte et les états des lieux du potentiel touristique
- l'élaboration du diagnostic partagé soutenu par la mobilisation des acteurs
- l'approche marketing, synthèse et élaboration du positionnement
- la préfiguration de la mise en œuvre du PAT
- la mise œuvre du PAT, élaboration du programme d'action.

Les enjeux majeurs du PAT de Tafraout :

- **mobiliser les acteurs locaux**, bénéficiaires du projet : prestataires touristiques, élus, associations de développement, producteurs et femmes afin de réussir un projet ascendant, répondant aux attentes des acteurs. Un développement inscrit dans l'ESS ;
- **Intervenir sur une échelle territoriale adaptée** : le cercle de Tafraout et les 7 communes
- **Prendre en compte l'environnement de proximité** : travail en cours sur le PAT de Tiznit...
- **Affirmer une image d'une destination différente du Maroc** : charme, tranquillité, beauté et diversité des paysages
- **Valoriser tous les atouts** : paysages, hommes, histoire, patrimoine, architecture

L'université, lieu de développement local : promotion de l'ESS autour des produits du terroir de la région RSMD

Intervention de Madame Salma DAOUD, professeur universitaire à la Faculté des Sciences Université IBN ZOHR, Agadir

L'implication des jeunes dans la sphère de l'ESS pourrait contribuer de façon significative au développement de l'ESS surtout dans les régions du Sud Marocain très touchées par la sécheresse et dont les produits du terroir constituent la principale richesse.

Ainsi, Les jeunes pourraient jouer un rôle dans la préservation et la valorisation de ces ressources naturelles.

Les problématiques actuelles :

Comment former les jeunes des régions du Sud Marocain pour contribuer positivement au développement socio-économique de leurs régions respectives ?

Jusqu'à quel point les acteurs locaux pourraient contribuer à résoudre une difficulté de taille « l'apport personnel des familles représente un enjeu financier énorme » ?

En 2004, la réforme des universités marocaines a introduit de nouvelles thématiques correspondant aux besoins régionaux d'une économie sociale et solidaire.

Dans le cadre de cette réforme, l'université IBN ZOHR a ouvert la licence professionnelle « **valorisation des produits du terroir et des savoir-faire locaux du Sud marocain** ».

L'objectif principal de cette licence : contribuer au projet de développement durable du sud marocain.

Les objectifs spécifiques :

- connaître les ressources locales naturelles et spécifiques sur lesquelles peut s'appuyer une activité humaine durable
- identifier des ressources existantes
- optimiser les productions par les pratiques culturelles adéquates
- constituer une banque de données sur les espèces floristiques et faunistiques de la région
- revaloriser les savoirs faire ancestraux locaux
- contribuer à l'organisation des filières liées aux produits du terroir

Les modules de la formation :

- connaissance approfondie de la région et de ses produits
- les procédés de transformation et de gestion de ces produits
- le maintien de la qualité des produits

Les débouchés professionnels de la formation : filières métier

Après des stages en entreprise, coopératives, GIE...

- Porteurs de projets innovants pour les produits du terroir, l'agrotourisme et l'éco-tourisme
- Techniciens capables de mettre en place des outils d'identification, de caractérisation et de gestion des produits du terroir
- Organisateur et animateur des réseaux et des filières de collecte, de promotion et de commercialisation des produits locaux
- Responsables de la qualité dans les coopératives
- Gestionnaires dans les coopératives
- Assistants techniques pour la création de pépinières
- Agents de développement locaux.

L'appui des MRE pour initier le développement local en matière d'ESS

Intervention de Monsieur Abderrazak EL HAJRI, ONG Migrations et développement

L'ESS combine engagement social et initiative économique pour mettre l'homme au cœur du développement économique.

Territorialiser l'ESS au niveau du Souss Massa Drâa nécessite de privilégier l'approche filière et l'encouragement de l'action citoyenne.

Dans le Souss Massa Drâ, expérience réussie sur la mise en place de foyers féminins financés par des femmes migrantes : cotisations à l'association villageoise pour couvrir le fonctionnement et les salaires.

La territorialisation implique une forte participation des acteurs locaux. Le moteur est la région ainsi que la province en précisant les axes d'intervention. L'engagement citoyen est une des conditions du développement local.

Intervention de Monsieur Khalid ALAYOUD, coordinateur du RARBA

Renouveler l'activité économique en fixant les populations au niveau des zones rurales. L'attractivité touristique de la région Souss Massa Drâa repose sur la valorisation de l'artisanat, l'art culinaire, le folklore local. Il est essentiel de concevoir des circuits touristiques en collaboration avec les populations locales dans un souci de respect du territoire.

Eléments du débat

Relativement au plan Maroc vert, déclinaison en plans régionaux : au niveau de la région du Souss Massa Drâa, les objectifs sont d'augmenter la rentabilité, les superficies et d'organiser les filières.

Questionnement sur les modalités d'implication des élus de communes rurales, des chambres consulaires de commerce et d'agriculture au développement de l'ESS.

Insister sur la recherche scientifique, une des bases essentielles pour construire des projets ESS plus innovants : proposition d'une manifestation annuelle entre la recherche scientifique et les acteurs de l'ESS.

Valoriser la coopérative comme outil au service de l'insertion économique et éviter ainsi les constitutions sauvages de coopératives au Maroc.

Favoriser les stages pour les étudiants ; le réseautage des acteurs et la professionnalisation via la formation ; le rôle des migrants pour le développement touristique et la notion de partenariats entre les élus et les acteurs locaux, autant de pistes de réflexion pour territorialiser l'ESS en tant que levier de développement dans la région du Souss Massa Drâa.